

ARRÊTÉ N°2022/006
PRESCRIVANT L'OUVERTURE D'UNE
ENQUETE PUBLIQUE
RELATIVE A L'ELABORATION DU REGLEMENT
LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL (RLPi)

Le président de l'établissement public territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 153-19 et R. 153-8 ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-18 ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1er janvier 2016, des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale dénommés Etablissements Publics Territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;

VU le décret n° 2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris ;

VU le décret n° 2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'Etablissement Public Territorial dont le siège est à Aulnay-sous-Bois ;

VU la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) ;

VU la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets dite loi Climat et Résilience ;

VU la délibération n°15 du Conseil de territoire du 3 février 2020 prescrivant l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) et définissant les modalités de concertation mises en œuvre à l'occasion de cette procédure ;

VU la délibération n°155 du Conseil de territoire du 13 décembre 2021 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de RLPi ;

VU la décision n° E21000024/93 en date du 13 janvier 2022 du Tribunal Administratif de Montreuil désignant Monsieur Pierre VIGEOLAS en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique relative au projet de règlement local de publicité intercommunal ;

VU le dossier soumis à enquête publique ;

CONSIDERANT la nécessité de doter le territoire de Paris Terres d'Envol d'un Règlement Local de Publicité intercommunal permettant d'encadrer l'installation et la gestion des dispositifs publicitaires et des enseignes ;

CONSIDERANT la nécessité de présenter ce document au public ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 Il sera procédé à une enquête publique sur le projet d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) de l'Etablissement Public Territorial (EPT) Paris Terres d'Envol du lundi 28 mars 2022 à 09h00 au jeudi 21 avril 2022 à 17h00, soit une durée de 25 jours consécutifs.

ARTICLE 2 L'élaboration du RLPi a pour objets de :

- Pérenniser le niveau de protection des RLP communaux existants et intégrer au RLPi les évolutions législatives et réglementaires issues de la loi du 12 juillet 2010 dite « Grenelle II » et la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- Préserver et améliorer le cadre de vie du territoire, l'environnement du patrimoine bâti et ses sites protégés que constituent les monuments historiques, les sites présentant une sensibilité paysagère particulière (grands parcs, canal de l'Ourcq...), tout en tenant compte des besoins de communication des acteurs économiques et de l'animation des centralités ;

- Favoriser une meilleure intégration paysagère des dispositifs d'enseignes, pré-enseignes et publicités, dans les secteurs présentant des enjeux particuliers (centres-villes, axes structurants, secteurs pavillonnaires) ;
- Inscrire le RLPi dans une logique intercommunale, dans le respect des attentes et objectifs de chacune des communes, et des évolutions urbaines du territoire ;
- Lutter contre les pollutions visuelles et les dispositifs d'enseignes lumineuses, favoriser la réduction de leur impact énergétique ;
- Encadrer les nouvelles formes de publicités telles que les publicités numériques et les bâches publicitaires.

Ces objectifs ont été précisés lors du débat sur les orientations générales du futur RLPi qui s'est tenu devant le Conseil de territoire le 1er mars 2021, notamment :

- Préserver la qualité du cadre de vie des centralités et secteurs principalement dédiés à l'habitat, en réduisant fortement le nombre et la surface des publicités ;
- Réduire l'impact publicitaire le long des axes structurants et à proximité des zones commerciales et d'activités : le RLPi doit permettre une dé-densification de la publicité, pour une meilleure lisibilité des activités notamment, et instaurer une réduction des surfaces des dispositifs tout en leur permettant néanmoins de rester visibles ;
- Admettre en tous lieux, de manière encadrée, la publicité sur mobilier urbain, lequel assure avant tout une mission de service public ;
- Limiter l'impact visuel des publicités et enseignes lumineuses, en fixant notamment une obligation d'extinction nocturne ;
- Renforcer l'intégration des enseignes traditionnelles, sans brider la liberté du commerce local ;
- Conserver l'application de la réglementation nationale pour les enseignes commerciales et d'activités.

ARTICLE 3

Monsieur Pierre VIGEOLAS a été désigné en qualité de Commissaire enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Montreuil.

ARTICLE 4

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Cet avis sera également publié, par voie d'affiches, au siège social de l'EPT Paris Terres d'Envol – Mairie d'Aulnay-sous-Bois, Boulevard de l'Hôtel de ville - 93600 Aulnay-sous-Bois, ainsi que sur l'ensemble des panneaux d'affichage des villes membres de l'EPT, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci. L'avis sera également mis en ligne sur le site internet <https://www.registre-numerique.fr/rpi-paristerresdenvol> et accessible via un lien depuis les sites internet de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol <https://www.paristerresdenvol.fr/> et des villes membres de l'EPT :

- <https://www.aulnay-sous-bois.fr/>
- <https://www.drancy.fr/>
- <https://www.ville-dugny.fr/>
- <https://www.blancmesnil.fr/>
- <https://www.le-bourget.fr/>
- <https://www.ville-sevran.fr/>
- <https://www.tremblay-en-france.fr/>
- <http://ville-villepinte.fr/>

Une copie de cet avis sera annexée au dossier d'enquête publique.

ARTICLE 5

Le dossier d'enquête publique et un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public au siège administratif de l'EPT Paris Terres d'Envol – 50 allée des impressionnistes, 93420 Villepinte (du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et 14h00 à 17h00) et dans chaque mairie membre de l'EPT pendant toute la durée de l'enquête, du lundi 28 mars 2022 à 09h00 au jeudi 21 avril 2022 à 17h00, aux adresses et horaires suivants :

- En mairie d'Aulnay-sous-Bois - Centre Administratif - 14-16 boulevard Félix Faure, 93602 Aulnay-sous-Bois, du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h30 ;
- En mairie de Drancy - Place de l'Hôtel de Ville - centre administratif, 3ème étage, service voirie réglementaire - 93700 Drancy, les lundi, mercredi et vendredi de 09h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30, les mardi et jeudi de 13h30 à 17h30 et le samedi de 09h00 à 12h00 ;
- En mairie de Dugny - 1 rue de la résistance 93440 Dugny, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 (sauf le jeudi après-midi) ;

- En mairie du Blanc-Mesnil - Service urbanisme - 1, place Gabriel-Péri, 93150 Le Blanc-Mesnil, du lundi au vendredi de 8h30 à 17h15 ;
- En mairie du Bourget - 65 avenue de la Division Leclerc, 93350 Le Bourget, du lundi au jeudi de 08h30 à 11h45 et de 13h30 à 17h15 (fermé le mardi après-midi) et le vendredi de 08h30 à 11h45 et de 13h30 à 17h00 ;
- En mairie de Sevran - Accueil de l'Hôtel de Ville - 28 avenue du Général Leclerc, 93270 Sevran, du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h00 à 17h30 et le samedi de 08h30 à 12h00 ;
- En Mairie de Tremblay-en-France - 18 bd de l'Hôtel de Ville 93290 Tremblay-en-France, du lundi au samedi de 08h30 à 12h00 ;
- En mairie de Villepinte - Direction de l'Urbanisme Centre Administratif 16-32 avenue Paul Vaillant Couturier Bâtiment F - 93420 Villepinte, les lundis, mercredis et vendredis de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h15 ;
- Pendant les permanences de la commissaire enquêtrice.

Le dossier d'enquête publique sera également disponible durant toute la durée de l'enquête publique sur le site internet <https://www.registre-numerique.fr/rpi-paristerresdenvol>. Le dossier d'enquête publique sera également accessible via un lien depuis les sites internet de l'EPT Paris Terres d'Envol : <https://www.paristerresdenvol.fr/> et des villes membres de l'EPT depuis les liens indiqués à l'article 4 du présent arrêté.

Il sera également consultable depuis un poste informatique situé au siège administratif l'EPT Paris Terres d'Envol et dans chaque mairie membre de l'EPT pendant toute la durée de l'enquête, du lundi 28 mars 2022 à 09h00 au jeudi 21 avril 2022 à 17h00, aux horaires indiqués précédemment.

Pendant toute la durée de l'enquête publique du lundi 28 mars 2022 à 09h00 au jeudi 21 avril 2022 à 17h00, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations et propositions sur le projet d'élaboration du RLPi :

- sur les registres d'enquête au siège administratif de l'EPT Paris Terres d'Envol – 50 allée des impressionnistes, 93420 Villepinte (du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et 14h00 à 17h00) et dans l'ensemble des mairies membres de l'EPT aux adresses et horaires mentionnés préalablement, pendant toute la durée de l'enquête, du lundi 28 mars 2022 à 09h00 au jeudi 21 avril 2022 à 17h00 pendant les permanences du commissaire enquêteur mentionnées à l'article 6 du présent arrêté ;
- sur le registre dématérialisé hébergé sur le site internet suivant : <https://www.registre-numerique.fr/rpi-paristerresdenvol> ;
- par voie électronique à l'attention du commissaire enquêteur à l'adresse suivante : rpi-paristerresdenvol@mail.registre-numerique.fr ;
- par courrier postal au commissaire enquêteur à l'adresse suivante :
ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
Monsieur le commissaire enquêteur
Elaboration du RLPi
Service Urbanisme
BP 10018
93 601 AULNAY-SOUS-BOIS Cedex

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur seront consultables dans l'ensemble des lieux d'enquête détaillé préalablement, pendant toute la durée de l'enquête, du lundi 28 mars 2022 à 09h00 au jeudi 21 avril 2022 à 17h00, durant toute la durée de l'enquête publique aux jours et heures d'ouverture mentionnées ci-dessus et pendant les permanences du commissaire enquêteur. Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables durant toute la durée de l'enquête publique du lundi 28 mars 2022 à 09h00 au jeudi 21 avril 2022 à 17h00 sur le site internet <https://www.registre-numerique.fr/rpi-paristerresdenvol> dans les meilleurs délais.

Seules les observations et propositions transmises dans les formes précisées ci-dessus ou lors des échanges avec le commissaire enquêteur pendant ses permanences seront prises en compte.

ARTICLE 6

Le commissaire enquêteur tiendra des permanences pour recevoir les observations écrites ou orales et répondre aux demandes d'information du public aux lieux d'enquête, dates et heures suivants :

- Lundi 28 mars 2022 de 09h00 à 12h00 en Mairie de Tremblay-en-France - 18 bd de l'Hôtel de Ville 93290 Tremblay-en-France ;

- Mercredi 30 mars 2022 de 09h00 à 12h00 En mairie de Villepinte - Direction de l'Urbanisme Centre Administratif 16-32 avenue Paul Vaillant Couturier Bâtiment F - 93420 Villepinte ;
- Mercredi 30 mars 2022 de 14h00 à 17h00 En mairie du Blanc-Mesnil - Service urbanisme - 1, place Gabriel-Péri, 93150 Le Blanc-Mesnil ;
- Mardi 05 avril 2022 de 14h00 à 17h00 En mairie de Sevran - Accueil de l'Hôtel de Ville - 28 avenue du Général Leclerc, 93270 Sevran ;
- Jeudi 07 avril 2022 de 09h00 à 12h00 En mairie de Dugny - 1 rue de la résistance - 93440 Dugny ;
- Samedi 09 avril 2022 de 09h00 à 12h00 En mairie d'Aulnay-sous-Bois - Centre Administratif - 14-16 boulevard Félix Faure, 93602 Aulnay-sous-Bois ;
- Mardi 12 avril 2022 de 14h00 à 17h00 En mairie de Drancy - Place de l'Hôtel de Ville - centre administratif, 3ème étage, service voirie réglementaire - 93700 Drancy ;
- Jeudi 21 avril 2022 de 14h00 à 17h00 En mairie du Bourget - 65 avenue de la Division Leclerc, 93350 Le Bourget ;

ARTICLE 7 Des informations peuvent être demandées sur ce dossier auprès de l'autorité compétente responsable du Règlement Local de Publicité intercommunal, Monsieur Bruno BESCHIZZA, Président de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol - Service Urbanisme - BP 10018 - 93601 Aulnay-sous-Bois cedex aux horaires habituels d'ouverture de l'Etablissement Public Territorial. Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique, dès la publication du présent arrêté.

ARTICLE 8 À l'expiration du délai d'enquête, le jeudi 21 avril 2022 à 17h00, le registre d'enquête papier sera clos et signé par le commissaire enquêteur. A partir de cette même heure, les observations et propositions émises via le registre dématérialisé et l'adresse mail ne seront plus prises en compte.

ARTICLE 9 A l'expiration du délai d'enquête, le registre sera transmis sans délai au commissaire enquêteur. Dès réception du registre et des éventuels documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, sous huitaine, le Président de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol, ou son représentant afin de lui communiquer les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le Président de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

ARTICLE 10 Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au Président de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol le dossier de l'enquête accompagné du registre et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées. Le rapport comportera le rappel de l'objet du plan, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public. Les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront consignées dans un document séparé précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves, ou défavorables au projet. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et ses conclusions motivées à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Montreuil. Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée par le Président de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol au Préfet de Seine-Saint-Denis.

ARTICLE 11 Le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur à la Préfecture, au site administratif de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol situé 50 allée des impressionnistes (93420) et dans chaque ville membres de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol aux jours et heures d'ouverture des services, sur le site internet de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol <https://www.paristerresdenvol.fr/>, sur le site internet <https://www.registre-numerique.fr/rpi-paristerresdenvol> et via un lien depuis chaque site internet des ville membres de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol indiqués à l'article 4 du présent arrêté, pendant un délai d'un an à compter de la clôture de l'enquête publique.

Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration.

ARTICLE 12 Au terme de l'enquête publique, l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol pourra décider, s'il y a lieu, d'apporter des rectifications au projet de Règlement Local de Publicité intercommunal pour tenir

compte des avis qui auront été joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commissaire enquêtrice. Le Conseil de Territoire de Paris Terres d'Envol se prononcera par délibération sur l'approbation du Règlement Local de Publicité intercommunal.

ARTICLE 13

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis ;
- à Monsieur le Maire d'Aulnay-sous-Bois, à Madame la Maire de Drancy, à Monsieur le Maire de Dugny, à Monsieur le Maire du Blanc-Mesnil, à Monsieur le Maire du Bourget, à Monsieur le Maire de Sevran, à Monsieur le Maire de Tremblay-en-France et à Madame la Maire de Villepinte ;
- à Monsieur le Commissaire enquêteur ;
- à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Montreuil.

ARTICLE 14

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Montreuil dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Aulnay-sous-Bois, le

07 MARS 2022



Bruno BESCHIZZA
Président de Paris Terres d'Envol
Maire d'Aulnay-sous-Bois

093 200 01

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20220307-2022-006-AU
Date de télétransmission : 07/03/2022
Date de réception préfecture : 07/03/2022